



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Hauts de France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Hauts de France
123 rue de Condé 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Hauts de France

123 rue de Condé 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Hauts de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Régional de Coordination Dépistages des Cancers Hauts de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 28 mai 2025

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

CRCDC HdF 123, rue de Condé 59000 LILLE CEDEX		N°Siret NAF(APE)		84386710200017 9499Z
BILAN ACTIF AU 31/12/2024				
ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	89 844,62	89 844,62	0,00	5 604,50
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	522 186,83	522 186,83	0,00	140,00
Autres immobilisations corporelles	1 093 766,48	798 417,29	295 349,19	331 522,74
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	52 252,65		52 252,65	50 977,12
Total I	1 758 050,58	1 410 448,74	347 601,84	388 244,36
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00		0,00	0,00
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	0,00		0,00	0,00
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	228 366,29		228 366,29	119 360,70
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 930 439,19		5 930 439,19	5 692 538,19
Charges constatées d'avance	222 215,20		222 215,20	210 345,36
Total II	6 381 020,68		6 381 020,68	6 022 244,25
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	8 139 071,26	1 410 448,74	6 728 622,52	6 410 488,61

CRCDC HdF
123, rue de Condé
59000 LILLE CEDEX

N°Siret
NAF(APE)

84386710200017
9499Z

BILAN PASSIF AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires	324 894,07	324 894,07
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	3 714 835,97	4 666 117,20
Excédent ou déficit de l'exercice	551 464,34	-951 281,23
Situation nette (sous total)	4 591 194,38	4 039 730,04
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	19 494,90	24 517,38
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	4 610 689,28	4 064 247,42

FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	802 201,00	0,00
Total II	802 201,00	0,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques	9 055,37	22 555,37
Provisions pour charges	265 310,08	272 661,50
Total III	274 365,45	295 216,87
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	0,00	0,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	331 839,35	605 532,35
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	643 419,36	569 505,28
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0,00	830 250,69
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	66 108,08	45 736,00
Total IV	1 041 366,79	2 051 024,32
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	6 728 622,52	6 410 488,61

CRCDC HdF 123, rue de Condé 59000 LILLE CEDEX		N°Siret NAF(APE)	84386710200017 9499Z
COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			
	Exercice 2024	Exercice 2023	
COMPTE DE RESULTAT			
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de service	0,00	0,00	
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	8 037 040,00	7 394 739,99	
Subventions			
Produits liés à des financements réglementaires			
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	47 588,25	778,72	
Utilisations des fonds dédiés	0,00	139 930,00	
Autres produits			
Cotisations			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs et donations			
Contributions financières reçues			
Versement des fondateurs			
Quote-part de dotations consommptibles virées au compte de résultat			
Autres produits	5,59	665,84	
Total I	8 084 633,84	7 536 114,55	
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	2 799 585,25	4 752 255,29	
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	273 819,08	254 405,90	
Salaires et traitements	2 487 434,74	2 356 499,57	
Charges sociales	1 189 414,75	1 041 680,43	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	119 230,87	144 570,67	
Dotations aux provisions	26 736,83	64 124,50	
Reports en fonds dédiés	802 201,00	0,00	
Autres charges			
Aides financières			
Autres charges	3,86	6,61	
Total II	7 698 426,38	8 613 542,97	
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	386 207,46	-1 077 428,42	
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	163 599,94	140 380,99	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total III	163 599,94	140 380,99	

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	163 599,94	140 380,99
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	549 807,40	-937 047,43
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	20 114,69	0,00
Sur opérations en capital	15 500,00	10 200,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 022,48	8 817,18
Total V	40 637,17	19 017,18
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	299,23	109,98
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	299,23	109,98
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	40 337,94	18 907,20
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	38 681,00	33 141,00
Total des produits (I + III + V)	8 288 870,95	7 695 512,72
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 737 406,61	8 646 793,95
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	551 464,34	-951 281,23
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe

aux comptes annuels

31/12/2024

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- 1 IDENTIFICATION DU CRCDC – Hauts-de-France**
- 2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**
- 3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**
- 4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**
- 5 NOTES SUR LE BILAN**
- 6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

1 IDENTIFICATION DU CRCDC – Hauts-de-France

- Le Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers des Hauts-de-France – CRCDC Hauts-de-France est une association loi 1901 dont le siège est domicilié à Lille.
- Le CRCDC a pour objet
 - La prévention et la promotion de la santé dans la région Hauts-de-France et plus particulièrement la mise en œuvre opérationnelle des dépistages organisés des cancers et l'organisation des programmes à l'échelle de la région Hauts-de-France en appui de l'Agence Régionale de Santé, dans le cadre et le respect des dispositions prévues aux cahiers des charges nationaux relatifs aux programmes de dépistage organisé des cancers et de leurs modifications ultérieures ;
 - La formation des professionnels dans le cadre du Développement Professionnel Continu.
- Conformément au cahier des charges - Arrêté du 16 janvier 2024, les missions du CRCDC sont :
 - La mise en œuvre du dispositif et la contribution au pilotage national et régional (respect des cahiers des charges, appui à l'ARS et aux instances nationales, tableaux de bord de pilotage, etc.),
 - Les relations avec la population : information, sensibilisation, actions de lutte contre les inégalités sociales et territoriales,
 - Le suivi des personnes dépistées : recueil et enregistrement des examens réalisés, de leurs résultats et du suivi,
 - Les relations avec les professionnels de santé : mobilisation et animation du réseau, information et formation des professionnels de santé, retours d'informations personnalisés sur les programmes et sur leur pratique, coordination entre 1^{ère} et 2nde lecture des mammographies,
 - La gestion du système d'information du dépistage régional,
 - L'évaluation régionale des programmes, la valorisation des données issues des programmes, la vigilance sanitaire du dispositif et la contribution à l'évaluation nationale,
 - L'assurance qualité du dispositif,
 - La contribution à l'évolution continue du dispositif à travers la coordination ou la participation à des études ou l'expérimentation d'innovations techniques.
- Le CRCDC Hauts-de-France est constitué d'un Pôle régional et de 5 sites territoriaux en région Hauts-de-France. L'échelon régional assure le pilotage du Centre et les fonctions administratives. Il coordonne les missions déployées sur les territoires et est responsable de leur déclinaison opérationnelle. Les sites territoriaux n'ont pas d'autonomie de gestion.

2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Une nouvelle feuille de route des dépistages organisés des cancers 2024-2028 qui met l'accent sur plusieurs priorités importantes : l'augmentation de la participation, la réduction des inégalités, la préparation des dépistages de demain, la communication et la sensibilisation.

Elle vise également à rénover l'organisation des dépistages organisés existants. Trois actions relatives à l'évolution des missions des CRCDC ont ainsi été mises en œuvre à compter du 1er janvier 2024 :

- Le transfert du pilotage des invitations et relances à la CNAM,
- Le recentrage des missions des CRCDC sur les missions de suivi des personnes dépistées, d'information et de formation des professionnels de santé,
- L'amplification des actions d'aller-vers sous le pilotage de l'ARS.

- Les impacts de cette rénovation des dépistages organisés ont été pour le CRCDC :
 - La publication d'un nouveau cahier des charges en janvier 2024,
 - Une diminution des charges de l'exercice liée à la reprise de l'activité d'invitations / relances par l'Assurance Maladie (affranchissement, prestation de routage, papeterie et les charges de personnel),
 - Le transfert du personnel du CRCDC à l'assurance maladie prévu dans l'instruction de juillet 2023 s'est finalisé en février 2024. Au total trois salariés ont été transférés (2 salariés au 31/12/2023 et 1 salarié au 12/02/2024).
- Renouvellement du CPOM (Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens) 2024-2028
- L'ARS reste seul financeur du CRCDC Hauts-de-France.
- Rénovation des statuts pour couvrir toutes les missions dans le domaine de la santé publique et du dépistage et mettre en adéquation la gouvernance avec le fonctionnement du CRCDC-HDF.
- Fermeture du site de Laon du 28 novembre 2024 jusqu'au 5 février 2025 suite à une fissure sur le bâtiment au niveau des sanitaires. Une réorganisation de l'activité sur l'ensemble des sites a été revue (transfert de certaines activités, affectation du manager sur un autre site...). Cette situation a engendré l'engagement de dépenses supplémentaires : transports, déplacements du personnel, heures supplémentaires et un retard dans le traitement de l'activité.
- Projet de dématérialisation des secondes lectures avec le soutien du GRADES et de l'ARS (négatoscopes vieillissants).
- Organisation d'un groupe de travail avec l'ARS pour l'élaboration et la formalisation du plan d'actions visant à l'atteinte des objectifs du CPOM.

3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Pas d'événement significatif

4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/24 ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC n°2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.
- Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
 - continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

5 NOTES SUR LE BILAN

1) Immobilisations incorporelles et corporelles

- Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice 01/01/2024	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice 31/12/2024
Logiciels acquis	89 844			89 844
Matériel médical	520 862		7 630	513 232
Outillage mat. Divers	8 954			8 954
Install. agenc. amenag	332 130		3 008	329 123
Matériel de transports	196 549	47 862	32 318	212 092
Matériel de bureau	202 448		2 690	199 758
Matériel informatique	193 321	27 892	7 774	213 439
Mobilier	137 498	1 859		139 356
Total	1 681 606	77 612	53 420	1 705 798

- Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations :
 - Logiciels 3 ans,
 - Matériel médical 5 ans,
 - Outillage et matériel divers 5 ans,
 - Install. Gén., agenc., amenag. 10 ans,
 - Matériel de transport 5 ans,
 - Matériel de bureau 5 ans,
 - Matériel informatique 3 ou 5 ans,
 - Mobilier 5 ans.

	Amort. cumulés au début de l'exercice 01/01/2024	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice 31/12/2024
Logiciels acquis	84 240	5 604	0	89 844
Matériel médical	520 722	140	7 630	513 232
Outillage mat. Divers	8 954	0	0	8 954
Install. agenc. amenag	201 657	22 930	2 789	221 798
Matériel de transports	132 206	19 852	32 318	119 739
Matériel de bureau	136 286	32 557	2 690	166 153
Matériel informatique	156 206	27 353	7 694	175 865
Mobilier	104 068	10 795	0	114 863
Total	1 344 339	119 230	53 121	1 410 448

2) Immobilisations financières

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice 01/01/2024	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice 31/12/2024
Dépôts et cautionnement	50 977	1 276	0	52 253
Total	50 977	1 276	0	52 253

3) Actif circulant

- Le poste « autres créances » comprend :

	Brut	Provision	Net
Avoirs à recevoir /Sysdeco	709	0	709
Avoirs à recevoir /Pitney Bowes	3 363	0	3 363
Produits à recevoir /OPCO	12 147	0	12 147
Produits à recevoir/ARS 4T.2024	212 148	0	212 148
Total	228 366	0	228 366

- Toutes ces créances ont une exigibilité à moins d'un an.
- Compte de régularisation- détail des produits à recevoir :

	Au 31/12/2024
Autres créances	
Avoirs à recevoir /Sysdeco	709
Avoirs à recevoir /Pitney Bowes	3 363
Produits à recevoir /OPCO formation	12 147
Produits à recevoir /ARS 4T.2024	212 148
Total	228 366
Disponibilités	
Intérêts courus à recevoir	163 600
Total	163 600

- Les disponibilités :

	Au 31/12/2024
Compte courant	447 191
Compte livret	5 238 687
Livret A	80 961
Intérêts courus à recevoir	163 600
Total	5 930 439

- Les charges constatées d'avance :

	Au 31/12/2024
CCA/Sysdeco	16 097
CCA/BlueKango	518
CCA/QUADIENT	4 346
CCA/LA POSTE - navette	5 793
CCA/APICEM	87
CCA/Data-IT	1 378
CCA/Spritz	316
CCA/AnyDesk	330
CCA/Brevo	96
CCA/Vimeo	91
CCA/Tissot	285
CCA/Rfpaie	208
CCA/Denoyelle location fontaine	52
CCA/Prescrire + Le Quotidien du médecin	99
CCA/MMA	18 444
CCA/CBL	4 392
CCA/OVH	30
CCA/ORANGE	624
CCA/Eticéo	600
CCA/ACCESS-IT	3 792
CCA/Stocks papeterie CRCDC	74 084
CCA/Seregest loyer AT02	5 116
CCA/ARSENAL loyer AT59	23 822
CCA/Colbert loyer AT80	9 263
CCA/PIH loyer+charges	20 491
CCA/METRONOME - rue Kant loyer+charges	23 354
CCA/Chateaud'eau	161
CCA/Clé DEMATIS	369
CCA/Records Management	2 106
CCA/sga	5 872
Total	222 215

4) Fonds propres

- Tableau de variation des Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	AU 01/01/2024	AFFECT. DU RESULTAT	AUGMEN TATION	DIMINU TION	AU 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	324 894				324 894
Réserves	0				0
Report à nouveau	4 666 117	-951 281			3 714 836
Excédent ou déficit	-951 281	951 281	551 464		551 464
Situation nette	4 039 730	0	551 464	0	4 591 194
Subventions d'investissement	24 518			5 022	19 496
TOTAL	4 064 248	0	551 464	5 022	4 610 690

- Le bénéfice de l'exercice s'élève à hauteur de 551 464€.
- Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association sont inscrites au passif du bilan dans la rubrique correspondante et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement des biens financés.

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution (Quote-part virée)	Solde à la fin de l'exercice
Subvention d'investissement	24 517	0	5 022	19 495

5) Provisions

	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminution : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	22 555		13 500	9 055
Provisions pour charges	272 662	26 737	34 088	265 311
Total	295 217	26 737	47 588	274 366

- Les provisions pour risques correspondent à des litiges en cours fournisseurs

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Indemnité de départ à la retraite	260 845		22 588	238 257
Total	260 845	0	22 588	238 257

- Cette provision est évaluée et comptabilisée selon des règles suivantes :
 - Les départs à la retraite donnent lieu au versement d'une allocation calculée sur la base de l'article 15.03.2.2.1 de la CCN51 dès lors que l'intéressé compte - lors de son départ à la retraite - dix années au moins d'ancienneté. Sauf dispositions légales plus favorables, l'allocation de départ à la retraite est égale, pour les salariés comptant :
 - de 10 à 14 ans d'ancienneté : à un mois de salaire brut,
 - de 15 à 19 ans d'ancienneté : à deux mois de salaire brut,
 - de 20 à 24 ans d'ancienneté : à quatre mois de salaire brut,
 - de 25 à 29 ans d'ancienneté : à cinq mois de salaire brut,
 - de 30 ou plus d'ancienneté : à six mois de salaire brut.
 - L'âge de départ à la retraite est de 64 ans.
 - Le taux de charges appliqué est de 53.14%.
 - Le taux de turnover est de 5% (lissage sur 3 ans).
 - Le taux d'actualisation utilisée est de 3.10%.

6) Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de		A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations								
	Activités de formation des professionnels de santé		36 500,00				36 500,00	
	Animation Territoriale		45 701,00				45 701,00	
	SI		720 000,00				720 000,00	
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS »								
Contributions financières d'autres organismes								
Ressources liées à la générosité du public								
TOTAL		0,00	802 201,00	0,00	0,00	0,00	802 201,00	0,00

7) Dettes

	Net
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Fournisseurs généraux	213 960
Radiologues L2	70 996
Factures non parvenues	46 883
	331 839
Dettes fiscales et sociales	
CSE	6 719
Paie	2 054
Dettes prov CP	210 047
Urssaf	107 142
Harmonie Mutuelle	5 236
Malakoff Médéric	35 055
Prévoyance Ag2R	36 094
Opco	18 776
Charges sur CP	88 334
Organismes sociaux - charges	11 058
PAS	10 709
Etat - impôts sur revenus financiers	33 141
Taxe sur salaires	17 091
Etat - charges fiscales sur CP	23 282
Etat - charges à payer	38 681
	643 419
Total	975 259

- Toutes ces dettes ont une exigibilité à moins d'un an.
- Compte de régularisation - détail des charges à payer :

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Factures non parvenues	273 581	46 883
Dettes fiscales et sociales		
Provisions sur CP	306 991	321 664
Brut - revalorisation de la valeur du point	0	0
Organis sociaux - charges à payer	10 472	11 058
Etat - charges à payer	33 141	38 681
Total	624 185	418 286

- Les produits constatés d'avance :

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
PCA/ MyPebs	45 736	66 108
Total	45 736	66 108

Poursuite de l'étude MyPeBS (2019-2027) (comparaison dépistage standard/dépistage basé sur le risque individuel) à l'échelle de la région. Suivi des participantes sur 4 ans.

6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) Ventilation des produits d'exploitation

	Au 31/12/2024
Produits d'activités annexes	0
Subvention MyPeBS	0
Subvention DO cancer du sein	3 766 282
Subvention DO cancer colo-rectal	1 427 057
Subvention DO col de l'utérus	1 333 521
Subvention - frais seconde lecture	809 680
Subvention Accompagnement	
Démat	600 000
Subvention Communication	
DOCCR	15 000
Subvention Animation territoriale	85 500
Reprise sur provision	47 588
Transferts de charges	0
Utilisation fonds dédiés	0
Produits de gestion courante	6
Total	8 084 634

2) Détail des produits et charges exceptionnelles

	Au 31/12/2024
Produits exceptionnels	
Produits divers	20 115
Produits de cession éléments actifs	15 500
Quote-part subvention investissement	5 022
Total	40 637
Charges exceptionnelles	
Autres charges exceptionnelles	299
Charges sur exercice antérieur	
Dotation amort. Exceptionnels immo	
Total	299

3) Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Notre association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance des contributions volontaires en nature ne sont pas significatives et ne sont donc pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association.

4) Effectif moyen employé pendant l'exercice

	Au 31/12/2024
cadres	19,14
Non-cadres	38,32
Total	57,46

5) Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 197 814€ brut en 2024.

6) Honoraires des commissaires aux comptes

	2024
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	23 040
Total	23 040